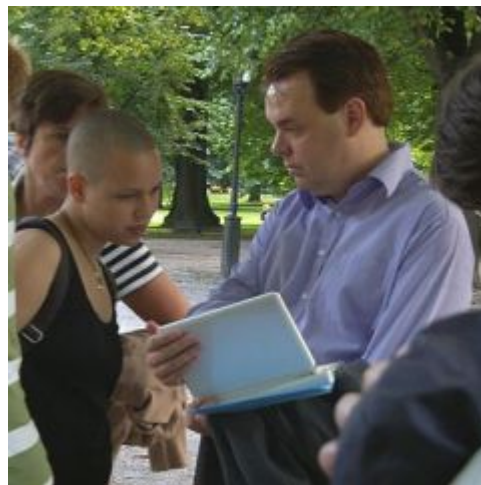


Rencontre avec le Parti Pirate suédois

Dans notre imaginaire collectif la Suède est un pays où il fait bon vivre, auquel on accole souvent certains adjectifs comme « social », « mesuré », « organisé », « tranquille, voire même « conservateur ».



C'est pourquoi l'irruption soudaine dans le paysage politique local du Parti Pirate (ou Piratpartiet) a surpris bon nombre d'observateurs.

Surprise qui a dépassé les frontières lors du récent et tonitruant succès du parti aux dernières élections européennes (7% des voix, 1 et peut-être 2 sièges).

Nous avons eu envie d'en savoir plus en traduisant un entretien réalisé par Bruce Byfield avec le leader du parti, Rickard Falkvinge (cf photo^[1] ci-dessus).

Ce succès est-il reproductible dans d'autres pays à commencer par l'Europe et par la France ? C'est une question que l'on peut se poser à l'heure où les différents (et groupusculaires) partis pirates français ont, semble-t-il, décidé d'unir (enfin) leurs forces. À moins d'estimer que l'action, l'information et la pression d'une structure comme La Quadrature du Net sont amplement suffisants pour le moment (j'en profite pour signaler qu'eux aussi ont besoin de sou(s)tien actuellement).

Remarque : C'est le troisième article que le Framablog consacre directement au Parti Pirate suédois après l'appel à voter pour eux (vidéo inside) et la toute récente mise au point de Richard Stallman sur les conséquences potentielles pour le logiciel libre de leur programme politique (question précise que le journaliste n'évoque pas dans son interview).

Interview avec le leader du Parti Pirate : « Des libertés cruciales »

Interview with Pirate Party Leader: "These are Crucial Freedoms"

Bruce Byfield - 16 juin 2009 - Datamation

(Traduction Framalang : Tyah, Olivier et Severino)

Le 7 Juin 2009, les électeurs suédois ont élu un membre du PiratPartiet (Parti Pirate) au Parlement Européen. Ils bénéficieront même d'un second siège si le Traité de Lisbonne est ratifié, celui-ci octroyant à la Suède deux sièges supplémentaires.

Bien que relativement faibles, ce sont de bons résultats pour un parti fondé il y a à peine trois ans, et qui fait campagne avec très peu de moyens, s'appuyant essentiellement sur ses militants. Que s'est-il passé et pourquoi cet événement est-il important bien au-delà de la Suède ?

Pour Richard Falkvinge, fondateur et leader du Parti Pirate, l'explication est simple : les pirates ont fait entrer pour la première fois dans le débat public les préoccupations de la communauté libre concernant la question du copyright et du brevet, et cela en utilisant les réseaux sociaux, un média complètement ignoré par leurs opposants.

Falkvinge nous en a dit un peu plus sur le sujet à l'occasion d'une présentation au cours du récent congrès Open Web Vancouver, ainsi que dans une brève interview qu'il nous a accordée le lendemain.

Falkvinge, entrepreneur depuis son adolescence, s'est intéressé à l'informatique toute sa vie d'adulte, et naturellement aux logiciels libres. « J'ai participé à différents projets open source » dit-il en ajoutant promptement : « Vous ne risquez pas d'avoir entendu parler des projets auxquels j'ai participé. Je fais partie des gens qui ont la malchance de toujours s'engager dans des projets qui ne vont nulle part - excepté celui-ci, évidemment. »

Comme pour de nombreuses autres personnes, le tournant fut pour Falkvinge la volonté de l'Europe d'imposer des droits d'auteurs plus strictes encore en 2005. Selon Falkvinge, le sujet fut largement couvert et débattu en Suède par tout le monde - sauf par les politiciens.

« Je me suis donc demandé : que faut-il faire pour obtenir l'attention des politiciens ? J'ai réalisé que l'on ne pouvait sûrement pas capter leur attention sans amener le débat sur leur terrain. Le seul recours était de contourner totalement les politiciens et de s'adresser directement aux citoyens lors des élections, de nous lancer sur leur terrain pour qu'ils ne puissent plus nous ignorer. »

Si pour les nord-américains, le nom peut sembler provocateur, Falkvinge explique que c'était un choix évident étant donné le contexte politique. En 2001 fut fondé un lobby défendant le copyright nommé le Bureau Anti-Pirate, donc quand un think-tank adverse s'est créé en 2003, il prit tout naturellement le nom de Bureau Pirate.

Selon Falkvinge, « la politique pirate devint connue et reconnue. Chacun savait ce qu'était la politique pirate, l'important n'était donc pas de réfléchir à un nom, mais bien de fonder le parti. », ce qu'il fit le 1er janvier 2006.

Dès le départ, Falkvinge rejetta l'idée de s'appuyer sur les vieux média : TV, radio, presse.

« Ils n'auraient jamais accordé le moindre crédit à ce qu'ils considéraient comme une mouvance marginale. Ils n'auraient jamais parlé suffisamment de nous pour que nos idées se répandent. Il faut dire aussi qu'elles ne rentrent pas vraiment dans leur moule, alors comment expliquer quelque chose que vous avez du mal à saisir ? »

« Nous n'avions d'autre choix que de construire un réseau d'activistes. Nous savions que nous devions faire de la politique d'une manière jamais vue auparavant, de proposer aux gens quelque chose de nouveau, de nous appuyer sur ce qui fait le succès de l'open source. Nous avons essentiellement contourné tous les vieux médias. Nous n'avons pas attendu qu'ils décident de s'intéresser à nous; nous nous sommes simplement exprimés partout où nous le pouvions. »

Leur succès prit tous les autres partis politiques par surprise. Seulement quelques jours après avoir mis en ligne le premier site du parti, le 1er janvier 2006, Falkvinge apprit que celui-ci comptabilisait déjà plusieurs millions de visiteurs. La descente dans les locaux de Pirate Bay et les élections nationales suédoises qui se sont tenues plus tard dans l'année ont contribué à faire connaître le parti, mais c'est bien sur Internet, grâce aux blogs et à d'autres médias

sociaux, qu'il a gagné sa notoriété.

Aujourd'hui c'est le troisième parti le plus important de Suède, et il peut se vanter d'être le parti politique qui rassemble, et de loin, le plus de militants parmi les jeunes.

« Ce n'est pas seulement le plus grand parti en ligne », dit Falkvinge. « C'est le seul parti dont les idées sont débattues en ligne. »

Les analystes politiques traditionnels avaient du mal à croire que le Parti Pirate puisse être régulièrement crédité de 7 à 9% d'intentions de vote dans les sondages.

« J'ai lu une analyste politique qui se disait complètement surprise » rapporte Falkvinge. « Elle disait : « Comment peuvent-ils être si haut dans les sondages ? Ils sont complètement invisibles ». Son analyse était évidemment entièrement basée sur sa connaissance classique de la politique. La blogosphère de son côté se demandait si elle n'avait pas passé ces dernières années dans une caverne. »

La plateforme du Parti Pirate

Aux yeux de Falkvinge, la lutte pour l'extension des droits d'auteurs et des brevets, c'est l'Histoire qui bégaye. Il aborde le sujet des droits d'auteurs en rappelant que l'Église catholique réagit à l'invention de l'imprimerie, qui rendait possible la diffusion de points de vue alternatifs, en bannissant la technologie de France en 1535.

Un exemple plus marquant encore est celui de l'Angleterre, qui créa un monopole commercial sur l'imprimerie. Bien qu'elle connue une période sans droit d'auteur, après l'abdication de Jacques II en 1688, il fut restauré en 1709 par le Statute of Anne. Les monopolistes, qui affirmaient que les écrivains tireraient bénéfice du droit d'auteur, ont largement pesé sur cette décision.

Dans les faits, explique Falkvinge, « le droit d'auteur a toujours bénéficié aux éditeurs. Jamais, ô grand jamais, aux créateurs. Les créateurs ont été utilisés comme prétexte pour les lois sur les droits d'auteur, et c'est toujours le cas 300 ans plus tard. Les politiciens emploient toujours la même rhétorique que celle utilisée en 1709, il y a 300 foutues années ! »

Aujourd'hui, Falkvinge décrit le droit d'auteur comme « une limitation du droit de

propriété » qui a de graves conséquences sur les libertés civiles. Pour Falkvinge, les efforts faits par des groupes comme les distributeurs de musique et de films pour renforcer et étendre les droits d'auteurs menacent ce qu'il appelle le « secret de correspondance », la possibilité de jouir de communications privées grâce à un service public ou privé.

Partout dans le monde les pressions montent pour rendre les fournisseurs d'accès responsables de ce qui circule sur leurs réseaux, ce qui remet en cause leur statut de simple intermédiaire. « C'est comme si l'on poursuivait les services postaux parce que l'on sait qu'ils sont les plus gros distributeurs de narcotiques en Suède », raisonne Falkvinge par analogie.

Une autre conséquence concerne la liberté de la presse, sujet cher aux journalistes et aux dénonciateurs. « Si vous ne pouvez confier un scandale à la presse sans que des groupes privés ou gouvernementaux y jettent un œil avant qu'il ne parvienne à la presse, quels sujets allez-vous traiter ? Et bien, rien ne sera révélé, car personne ne sera assez fou pour prendre ce risque. À quoi vous servira alors la liberté de la presse ? À écrire des communiqués de presse ? »

Falkvinge défend un droit d'auteur beaucoup plus souple, réservé uniquement à la distribution commerciale et sévèrement restreint ; cinq ans serait une durée raisonnable, suggère-t-il. « Il faut que les droits d'auteurs sortent de la vie privée des personnes honnêtes. Les droits d'auteurs ressemblent de plus en plus à des policiers en uniformes qui font des descentes avec des chiens chez les gens honnêtes. C'est inacceptable. »

Il croit aussi que la copie privée est un progrès social, en faisant valoir que « Nous savons que la société avance quand la culture et les connaissances se diffusent aux citoyens. Nous voulons donc encourager la copie non-commerciale. »

De même, le Parti Pirate s'oppose aux brevets, particulièrement aux brevets logiciels, mais aussi dans d'autres domaines.

« Chaque brevet, dans sa conception même, inhibe l'innovation », maintient-il. « Les brevets ont retardé la révolution industrielle de trente ans, ils ont retardé l'avènement de l'industrie aéronautique nord-américaine de trente autres années, jusqu'à ce que la Première Guerre mondiale éclate et que le gouvernement des États-Unis confisque les brevets. Ils ont retardé la radio de cinq ans. »

Aujourd'hui, suggère-t-il, les progrès technologiques en matière de voitures électriques et d'infrastructures écologiques sont bloqués par les brevets.

« Tout cela n'est en rien différent de la réaction de l'Église Catholique », explique Falkvinge. « Quand il y a une technologie dérangeante, vecteur d'égalisation, la classe dirigeante n'attaque pas les personnes qui essaient de devenir égales. Elle s'en prend à la technologie qui rend cela possible. On le voit dans le monde entier, la classe dirigeante attaque Internet. »

« Les excuses varient. En Chine, c'est le contrôle. En Asie du Sud, c'est la morale publique, dans d'autres endroits, c'est l'ordre et la loi. En Égypte, je pense, la raison est de respecter les préceptes de la religion, l'Islam dans leur cas. Aux États-Unis, il y a trois excuses majeures : le droit d'auteur, le terrorisme et la pédophilie. Ces excuses sont en train d'être utilisées pour briser le plus grand égalisateur de population jamais inventé. »

« Voilà le véritable enjeu. Les libertés fondamentales doivent être grignotées ou abolies pour sauvegarder un monopole chancelant d'industries obsolètes. Il est compréhensible qu'une industrie déliquescence se batte pour sa survie, mais il appartient aux politiciens de dire que, non, nous n'allons pas démanteler les libertés fondamentales juste pour que vous n'ayez pas à changer. Adaptez-vous ou bien mourrez. »

C'est dans cette situation, déclare Falkvinge, que les perspectives du Parti Pirate sont si importantes.

Le Parti Pirate « adopte une position sur les droits civiques que les politiciens ne comprennent pas. Ils écoutent les lobbys et s'attaquent de manière extrêmement dangereuse aux libertés fondamentales. »

Les efforts du lobby pro-copyright pourraient se révéler en fin de compte futiles, pour Falkvinge ils se battent pour une cause perdue. Mais il met aussi en garde contre les dommages considérables que pourrait causer le lobby avant d'être finalement emporté par l'inéluctable.

Courtiser les Pirates



À la prochaine séance du Parlement Européen, Christian Engstrom siègera dans l'hémicycle, un entrepreneur devenu activiste qui milite contre les brevets depuis ces cinq dernières années. Si le Parti Pirate obtient un second siège, Engstrom sera rejoint par Amelia Andersdotter (cf photo ci-contre), que Falksvinge décrit comme « un des plus brillants esprits que nous ayons dans le Parti Pirate ». Elle serait alors la plus jeune membre jamais élue du Parlement Européen.

Le Parti Pirate aborde des problèmes dont personne, jusqu'à maintenant, n'a vraiment pris conscience. Est-ce là l'explication pour le soudain intérêt dont bénéficie le parti ? Peut-être. Mais leur popularité chez les électeurs de moins de trente ans, un groupe que les autres partis ont toujours eu du mal à séduire, compte au moins autant.

De plus, avec un électorat divisé entre une multitude de parties, les 7% recueillis par le Parti Pirate sont loin d'être négligeables.

« Ces sept coalitions se mettent en quatre pour s'approprier notre crédibilité », résume Falkvinge. « Nous jouissons d'un vrai soutien populaire que ces partis se battent pour nous avoir. »

S'exprimant quelques jours après les élections, Falkvinge ne cachait pas sa satisfaction. Malgré tout, il se prépare déjà pour les prochaines élections nationales en Suède, où il espère que le Parti Pirate jouera un rôle dans un gouvernement minoritaire. Le prix d'une alliance avec les Pirates sera, bien sûr, l'adoption de leurs idées.

« Aux élections européennes nous avons gagné notre légitimité », constate Falkvinge. « Les prochaines élections nationales nous permettront de réécrire les lois. »

Si tel est le cas, l'Union Européenne et le reste du monde pourront peut-être en sentir les effets. Déjà, des Partis Pirates se mettent en place à l'image du parti suédois, et, comme le montre leur faculté à attirer les jeunes, pour des milliers d'entre eux le Parti Pirate est le seul parti politique qui aborde les questions qui les intéressent.

« Il y a deux choses qu'il ne faut pas perdre de vue » remarque Falkvinge. « Premièrement, nous faisons partie de la nouvelle génération de défenseurs des libertés fondamentales. C'est un mouvement pour les libertés fondamentales. Des libertés fondamentales et des droits fondamentaux essentiels sont compromis par des personnes voulant contrôler le Net, et nous voulons sauvegarder ces droits. Au fond, nous voulons que les droits et devoirs fondamentaux s'appliquent aussi bien sur Internet que dans la vie courante. »

« Le deuxième point que je voudrais souligner c'est que nous nous faisons connaître uniquement par le bouche à oreille. Nous avons gagné à peu près un quart de million de voix, 50 000 membres, 17 000 activistes, par le bouche à oreille, conversation après conversation, collègue, parent, étudiant, un par un, en trois ans. »

« C'est, je crois, la meilleure preuve que c'est possible. Vous n'êtes plus dépendants des médias traditionnels. Si vous avez un message fort et que les gens s'y reconnaissent, vous pouvez y arriver. »

Notes

[1] Crédit photos : 1. Ann Catrin Brockman (Creative Commons By-Sa) 2. Cybriks (Creative Commons By)